

Histoire et expérience des problèmes publics : quelques réflexions de méthode issues d'une recherche sur les pollutions atmosphériques (1957-1965)

Florian Charvolin
Centre Max Weber

L'histoire des pollutions atmosphériques est une histoire à trous. Ses archives sont disséminées dans de nombreux fonds et elle ne correspond pas à une histoire indexée sur une source bien répertoriée comme peut l'être l'histoire des installations classées pour traiter la pollution en général. Constitué par des documents très divers de médecins, d'inspecteurs du travail, d'hygiénistes ou d'élus, l'histoire des pollutions atmosphériques vaut autant pour ce qu'elle met en lumière que pour ce qu'elle occulte ou ce qu'elle laisse en plan. De ce point de vue la sociologie des problèmes publics, peut aider à aller en deçà des seules voix souvent officielles de préservation des archives, à travers le recours à la catégorie de trouble, et ses constituants personnels et sociaux.

L'histoire est une opération de recontextualisation assez peu dépendante de tel ou tel souci des acteurs pour la chronologie ou l'historiographie, et de la documentation de la preuve telle que manifestée par les victimes de trouble. Elle tire sa pertinence de la prise de recul sur notre modernité, que provoque d'un côté la connaissance précise des émissions en tous genres à l'heure actuelle, et de l'autre l'indigence du savoir sur les émissions il y a 40 ans et plus. Ce faisant elle mesure un écart dans lequel va pouvoir être montré le rôle de mise en réseau et de montée de la publicité des troubles d'abord locaux puis plus généraux. La mesure et la visibilité de la pollution de l'air partent ainsi d'histoires locales avant que de devenir nationales ; cela se voit au Chambon Feugerolles ou à Toulouse entre 1957 et 1965, sur une période encadrant la mise sur agenda public du problème de la qualité de l'air avec la loi française de 1961.

Par rapport à la chronologie politique de la mise sur agenda de la pollution de l'air établie par Lascoumes par exemple, le détour par l'histoire ouvre plusieurs fronts à la fois. Comme Gusfield le montre pour la genèse du problème public de l'alcool au volant, le bénéfice de faire une histoire pluri-site et sur des décennies montre l'émergence bricolée et locale, de techniques de mesure, dépendantes de ses supporters et commanditaires, des technologies disponibles, et du climat local, régional ou national plus ou moins réceptif. Comme l'alcool au

volant, la pollution de l'air paraît un élément de notre quotidien. Elle s'appuie sur la disponibilité de chiffres et d'arguments qui sont mobilisables avec une grande facilité et apparemment sans coût. On peut qualifier n'importe quelle partie du territoire national par des degrés d'émission, et des ambiances plus ou moins polluées, sans effort. Les maires, les citoyens, les ingénieurs, les administratifs sont tous soumis à une disposition à être informés qui provient non pas seulement du caractère ubiquitaire du phénomène pollution de l'air, mais aussi et surtout de son caractère « public ». A vrai dire, nous avons pu montrer combien la distribution avérée du phénomène se calquait sur la montée publique de sa reconnaissance. Cette information apparemment fluide a un coût et Lascoumes montre très bien qu'un indice synthétique comme l'indice ATMO est issu de l'inter-réseau des associations de mesure de la qualité de l'air, elles-mêmes ayant progressivement maillé le territoire français depuis les années 70. Le recours à l'histoire provoque alors un décentrement en s'intéressant aux origines du maillage national des Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), et en replongeant l'apparente gratuité et neutralité de l'information sur la qualité de l'air, dans un tissu de contingences, et de bricolages au départ locaux, qui ensuite, en se généralisant, effaceront leur origine singulière.

L'intérêt de coupler la perspective historiographique à celle de mise sur agenda des politiques publiques est alors d'établir comment on fabrique des litiges voire du lobbying selon des circuits qui, à un moment donné de l'histoire, vont percoler et se traduire par une visibilité médiatique, administrative ou politique de la pollution de l'air. Au départ, l'attitude des personnes, des familiers de pollutions de l'air, de riverains de centrales thermiques ou de déchetteries, amène à relire d'un autre point de vue les documents disponibles pour l'historien, autour d'un pré-requis qui est le travail collectif de documentation des nuisances, constitutif de l'expression des troubles. Mais il y a un pas important entre la réalisation de l'atteinte, de la gêne ou du litige d'un côté et la réclamation de l'autre, et l'analyse des politiques publiques permet de franchir ce pas. On s'intéressera alors à la période de 1957 à 1965 aussi parce que des foyers locaux de politisation de la question de la pollution de l'air sont allumés, en parallèle à un questionnement national. Nous sommes plus particulièrement réceptif à la conséquentialité de la mesure de la pollution de l'air, lorsque l'on passe de la mesure à l'émission au niveau des cheminées d'usine dans les années 50, à celle de l'immission c'est à dire à la pollution de fonds dans les villes, dans les années 60. Cela nous porte à nous interroger sur les effets multiples de la mesure sur l'incitation voire le cadrage de

la controverse qui amène ensuite les autorités publiques et industrielles, à agir, ou à ne pas agir sur les sources de polluants.